

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires économiques et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 mars 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,
M. WATHELET

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Economische Zaken en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 maart 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,
M. WATHELET

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
ET MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE**

F. 93 — 1416

18 MAI 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 9 mai 1969 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport par canalisations d'oxygène gazeux

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, notamment les articles 11 et 16, alinéa 1er, 1^o et 8^o, modifiée par la loi du 28 juillet 1987;

Vu l'arrêté royal du 14 mars 1969 portant extension de certaines dispositions de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations au transport par canalisations d'oxygène gazeux, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté royal du 9 mai 1969 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport par canalisation d'oxygène gazeux;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques, Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 1er de l'arrêté royal du 9 mai 1969 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport par canalisations d'oxygène gazeux est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1. Ministre : le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions.

2. Pressions :

a) pression : la pression effective, c'est-à-dire la pression comptée au-dessus de la pression atmosphérique, si le terme « pression » n'est pas précisé autrement;

b) pression maximale de service : la pression maximale à laquelle une canalisation est ou sera effectivement exploitée;

c) pression maximale de service admissible : la pression maximale à laquelle une canalisation peut être exploitée, conformément aux dispositions du présent arrêté;

d) pression de calcul : la pression maximale interne intervenant dans le calcul d'établissement de la canalisation;

e) pression d'épreuve en usine : la pression à laquelle sont effectivement essayés en usine les tubes et appareils accessoires;

f) pression d'épreuve sur chantier : la pression à laquelle sont effectuées sur chantier l'épreuve de résistance et l'épreuve d'étanchéité.

3. Canalisation à haute pression : canalisation dont la pression maximale de service admissible dépasse 14,7 bar.

**MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN
EN MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR**

N. 93 — 1416

18 MEI 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 mei 1969 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor vervoer van gasvormige zuurstof door middel van leidingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, inzonderheid op de artikels 11 en 16, eerste lid, 1^o en 8^o, gewijzigd door de wet van 28 juli 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 maart 1969 houdende uitbreiding van zekere bepalingen van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, tot het vervoer door middel van leidingen van zuurstof in gasvormige toestand, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 mei 1969 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en de exploitatie van installaties voor het vervoer van gasvormige zuurstof door middel van leidingen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven, Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en van Economische Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 mei 1969 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor het vervoer van gasvormige zuurstof door middel van leidingen wordt vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de energie behoort.

2. Drukken :

a) druk : de overdruk, dit wil zeggen de druk gemeten boven de atmosferische druk, indien de term « druk » op geen andere manier bepaald is;

b) hoogste bedrijfsdruk : de hoogste druk waarop een leiding werkelijk geëxploiteerd is of het worden zal;

c) hoogst toelaatbare bedrijfsdruk : de hoogste druk waarop een leiding volgens de bepalingen van dit besluit mag geëxploiteerd worden;

d) ontwerpdruk : de hoogste inwendige druk die gebruikt werd in de berekening van de te bouwen leiding;

e) beproevingsdruk in de fabriek : de druk waarop de buizen en hulpinrichtingen in de fabriek werkelijk worden beproefd;

f) beproevingsdruk op de werf : de druk waarop de weerstands- en de dichtheidsproef op de werf worden uitgevoerd.

3. Hogedrukleiding : de leiding waarvan de hoogst toelaatbare bedrijfsdruk meer dan 14,7 bar bedraagt.

4. Contrainte transversale : la contrainte agissant tangentielle-ment à la circonférence extérieure de la section perpendiculaire à l'axe longitudinal de la canalisation et produite par la pression du fluide à l'intérieur de la canalisation.

5. Limite d'élasticité : la limite d'élasticité conventionnelle définie par la valeur de la charge rapportée à la section initiale de l'éprouvette, nécessaire pour produire un allongement total de 0,5 p.c. de la longueur initiale, entre repères, de cette éprouvette. Le Ministre fixe les méthodes d'essai.

6. Allongement relatif : l'allongement longitudinal de l'éprouvette de traction après rupture, exprimé en pourcent de la longueur initiale entre repères. Le Ministre fixe les méthodes d'essai.

7. Résilience : l'aptitude d'une éprouvette entaillée à résister au choc. Elle s'exprime par le nombre de joules par centimètre carré de la section initiale, nécessaire pour rompre une éprouvette entaillée de forme et dimensions données. Le Ministre fixe les méthodes d'essai.

8. Résistance à la rupture : la tension maximale qu'un matériau soumis à traction peut supporter avant rupture. Elle s'exprime par le rapport de la charge à la section initiale de l'éprouvette de traction.

9. Températures :

a) Température de transition : la température marquant le passage de la rupture tenace à la rupture fragile. Le Ministre fixe les méthodes d'essai.

b) température de travail : la température des produits transportés.

10. Appareils accessoires : comprennent notamment les vannes, filtres, pots de purge, sas de piston-racleur, dispositifs limiteurs de pression.

11. Pièces de forme : comprennent notamment les tés, cônes de réduction, coudes lisses à faible rayon de courbure. »

Art. 2. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. La pression maximale de service admissible ne pourra pas dépasser 98,1 bar en aucun point de la canalisation.

La température de travail de l'oxygène doit être comprise entre - 20 °C et 120 °C dans chaque point de la canalisation. »

Art. 3. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Les tubes font l'objet de spécifications techniques décrivant :

- la qualité et les propriétés des matériaux de base;
- la composition chimique du métal, avec teneurs limites des composants, l'allongement relatif, la limite d'élasticité minimale et la température de transition;
- le procédé de fabrication des tubes;
- les dimensions nominales;
- les tolérances;
- les défauts tolérés;
- les essais, épreuves et contrôles auxquels sont soumis les matériaux de base, les produits en cours de fabrication et les produits finis;
- les conditions de réception, de marquage et de numérotation. »

Art. 4. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. La composition chimique du métal et le procédé de fabrication des tubes doivent être tels qu'ils assurent aux tubes une bonne soudabilité.

Le rapport, déterminé par les essais entre la limite d'élasticité et la résistance à la rupture du métal ne peut dépasser 0,85. Des valeurs supérieures sont admises avec l'autorisation du Ministre.

Pour l'acier, la température de transition doit être inférieure à la température la plus basse à laquelle la canalisation est susceptible de se trouver soumise, soit pendant sa construction, soit en cours d'exploitation. »

Art. 5. L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. Chaque tube est soumis à une épreuve hydraulique en usine d'une durée d'au moins quinze secondes et à une telle pression que les contraintes transversales du tube, compte tenu de la tolérance d'épaisseur en moins fixées par les spécifications techniques, dont question à l'article 9, soient comprises entre 95 p.c. et 100 p.c. de la limite d'élasticité minimale spécifiée.

4. Tangentiale spanning : de spanning volgens de raaklijn aan de buitenomtrek van de loodrecht op de hartlijn der leiding staande doorsnede en verwekt door de druk van het zich in de buis bevindende fluïdum.

5. Elasticiteitsgrens : de overeengekomen elasticiteitsgrens, welke bepaald is door de waarde van de belasting, berekend op de oorspronkelijke doorsnede van de proefstaaf en nodig om een totale verlenging van 0,5 pct. van de oorspronkelijke lengte, tussen merktekens, van deze proefstaaf te bekomen. De Minister bepaalt de beproevingsmethoden.

6. Rek : de verlenging in de lengterichting van de trekstaaf, na breuk, uitgedrukt in procent van de oorspronkelijke lengte tussen merktekens. De Minister bepaalt de beproevingsmethoden.

7. Kerfslagwaarde : de geschiktheid van een gekerfde proefstaaf om tegen schokbelasting bestand te zijn. Zij wordt uitgedrukt door het aantal joule per vierkante centimeter der oorspronkelijke doorsnede, dat nodig is om een gekerfde proefstaaf van bepaalde vorm en afmetingen te breken. De Minister bepaalt de beproevingsmethoden.

8. Treksterkte : de hoogste spanning waaraan een aan trekkracht onderworpen materiaal kan weerstaan, alvorens te breken. Zij wordt uitgedrukt door de verhouding tussen de belasting en de oorspronkelijke doorsnede van de trekstaaf.

9. Temperaturen :

a) overgangstemperatuur : de temperatuur waarop de taaie breuk in brosse breuk overgaat. De Minister bepaalt de beproevingsmethoden;

b) bedrijfstemperatuur : de temperatuur van de vervoerde producten.

10. Hulpinrichtingen : omvatten, onder andere, de afsluiters, filters, afblaasiffons, reinigingssluisen, drukbegrenzers.

11. Vormstukken : omvatten, onder andere, de T-stukken, verloopstukken, gladde bochten met kleine kromtestraal. »

Art. 2. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 5. De hoogst toelaatbare bedrijfsdruk mag in geen enkel punt der leiding meer dan 98,1 bar bedragen.

De bedrijfstemperatuur van de zuurstof moet in ieder punt van de leiding begrepen zijn tussen - 20 °C en 120 °C. »

Art. 3. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 9. De buizen maken het voorwerp uit van technische specificaties met de beschrijving van :

- de hoedanigheid en de eigenschappen van de grondmaterialen;
- de chemische samenstelling van het metaal, de grensgehalten van de bestanddelen, de rek, de minimale elasticiteitsgrens en de overgangstemperatuur;
- de vervaardigingswijze der buizen;
- de nominale afmetingen;
- de toleranties;
- de toegelaten fouten;
- de proeven, beproevingen en controles, waaraan de grondmaterialen, de produkten gedurende hun vervaardiging en de afgeleverde produkten onderworpen zijn;
- de opleverings-, de merk- en nummeringsvoorwaarden. »

Art. 4. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10. De scheikundige samenstelling van het metaal en de vervaardigingswijze van de buizen moeten zodanig zijn dat zij aan de buizen een goede lasbaarheid verzekeren.

De door de proeven bepaalde verhouding tussen de elasticiteitsgrens en de treksterkte van het metaal mag ten hoogste 0,85 bedragen. Hogere waarden zijn toegelaten na machtiging door de Minister.

Voor het staal moet de overgangstemperatuur lager zijn dan de laagste temperatuur waaraan de leiding, ofwel tijdens de bouw, ofwel in de loop van de uitbating kan blootgesteld zijn. »

Art. 5. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 16. Elke buis wordt in de fabriek aan een hydraulische beproeving, gedurende ten minste vijftien seconden en op een zodanige druk onderworpen dat de daardoor ontstane tangentielle spanningen, rekening houdend met de wanddikteafwijkingen naar onder, zoals bepaald in de technische specificaties waarvan sprake in artikel 9, begrepen zijn tussen 95 pct. en 100 pct. van de voorgeschreven laagste elasticiteitsgrens.

Les pressions maximale et minimale d'épreuve en usine, correspondant respectivement à ces contraintes limites, sont déterminées à l'aide des expressions mentionnées au tableau ci-dessous :

Pressions d'épreuve correspondantes
—
Overeenstemmende beproevingsdruk
—

Minimale — Laagste —	Maximale — Hoogste —
$\frac{20(0,95E)e}{D} \cdot \frac{100-x}{100}$	$\frac{20Ee}{D} \cdot \frac{100-x}{100}$

Dans ces expressions :

E : limite d'élasticité minimale spécifiée pour le métal, en N/mm²;

e : épaisseur nominale de la paroi du tube commandé, en mm;

D : diamètre nominal du tube, en mm;

x : tolérance d'épaisseur en moins, en pourcent de e.

Toutefois, la pression d'épreuve en usine peut être limitée à 206 bar. »

Art. 6. Un chapitre IIIbis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Chapitre IIIbis. — Zone réservée »

Art. 18bis. A l'intérieur de la zone protégée, visée à l'arrêté royal du 21 septembre 1988 relatif aux prescriptions et obligations de consultation et d'information à respecter lors de l'exécution de travaux à proximité d'installations de transport de produits gazeux et autres par canalisations et nonobstant les obligations imposées par l'arrêté royal susmentionné, il est créé une zone réservée.

Cette zone réservée, qui existe par la simple présence d'une installation de transport d'oxygène gazeux ayant fait l'objet d'une permission de transport, encadre l'installation de transport d'oxygène gazeux, sur sa ligne médiane, d'une largeur globale fixée par le tableau ci-après :

- canalisations d'un diamètre nominal jusqu'à et y compris DN 150 : 4 mètres;
- canalisations d'un diamètre nominal plus grand que DN 150 jusqu'à et y compris DN 300 : 6 mètres;
- canalisations d'un diamètre nominal plus grand que DN 300 jusqu'à et y compris DN 500 : 8 mètres;
- canalisations d'un diamètre nominal plus grand que DN 500 : 10 mètres.

Cependant, après que la permission de transport ait été attribuée, la zone réservée peut être modifiée dans des cas particuliers. Ceux-ci sont justifiés pour des raisons de nature urbanistique, de construction ou par des exigences d'exploitation.

Le Ministre ou son délégué peuvent, à la demande du transporteur, accorder des largeurs plus grandes ou plus petites, soit de l'un des côtés, soit des deux côtés de l'installation de transport d'oxygène gazeux.

Le cas échéant, l'arrêté de permission sera adapté.

Dans le cas où une zone réservée plus petite est autorisée, une surveillance renforcée sera exercée par le titulaire de permission de transport conformément à l'article 56, alinéa 3; de plus des mesures particulières seront prises pour protéger la canalisation.

Au cas où des zones réservées de diverses canalisations de transport empiètraient les unes sur les autres, il est fixé une zone réservée commune pour ces canalisations sur base des limites extérieures formées par les zones réservées individuelles.

Sans préjudice de l'application des dispositions légales relatives à l'urbanisme et de l'application de l'article 12 de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, les travaux de construction de bâtiments sont interdits à l'intérieur de la zone réservée indépendamment du fait qu'ils soient destinés ou non principalement à l'occupation humaine.

Sont également interdits dans cette zone, tous autres travaux de construction ainsi que l'entreposage de matériaux, la modification du relief du sol et la présence d'arbres. Cependant des installations d'utilité publique, des travaux d'infrastructure publics ou privés peuvent être réalisés et des clôtures seront tolérées dans la zone réservée, sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal précité du 21 septembre 1988.

De hoogste en laagste beproevingsdrukken in de fabriek, welke met deze grensspanningen overeenstemmen worden volgens de in volgende voorkomende uitdrukkingen bepaald :

Contraintes transversales
—
Tangentiale spanningen
—

Minimale — Laagste —	Maximale — Hoogste —
0,95 · E	E

In deze uitdrukkingen betekent :

E : de laagste elasticiteitsgrens voor het metaal bepaald, in N/mm²;

e : de nominale wanddikte van de bestelde buis, in mm;

D : de nominale buitenmiddellijn van de buis, in mm;

x : de afwijking naar onder van de wanddikte, in procent van e.

De beproevingsdruk in de fabriek mag evenwel tot 206 bar beperkt worden. »

Art. 6. Een hoofdstuk IIIbis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Hoofdstuk IIIbis. — Voorbehouden zone »

Art. 18bis. Binnen de beschermde zone, bedoeld in het koninklijk besluit van 21 september 1988 betreffende de voorschriften en de verplichtingen van raadpleging en informatie bij het uitvoeren van werken in de nabijheid van installaties van vervoer van gasachtige en andere produkten door middel van leidingen, en onverminderd de verplichtingen opgelegd door of krachtens voornoemd koninklijk besluit, wordt een voorbehouden zone ingericht.

Deze voorbehouden zone, die bestaat door de loutere aanwezigheid van een installatie voor vervoer van gasvormige zuurstof die het voorwerp van een vervoertoelating heeft uitgemaakt, kadert de installatie voor vervoer van gasvormige zuurstof, op de middellijn ervan gelegen, in, en heeft een globale breedte die vastgesteld wordt aan de hand van onderstaande tabel :

- leidingen met een nominale diameter tot en met ND 150 : 4 meter;
- leidingen met een nominale diameter groter dan ND 150 en tot en met ND 300 : 6 meter;
- leidingen met een nominale diameter groter dan ND 300 en tot en met ND 500 : 8 meter;
- leidingen met een nominale diameter groter dan ND 500 : 10 meter.

Nadat de vervoertoelating werd verleend, kan de voorbehouden zone gewijzigd worden in bijzondere gevallen. Deze bijzondere gevallen vinden hun oorsprong in redenen van stedenbouwkundige of bouwkundige aard of in exploitatienoodwendigheden.

De Minister of zijn afgevaardigde kunnen, op verzoek van de vervoerder, langs één dan wel langs beide zijden van de installatie voor vervoer van gasvormige zuurstof grotere of kleinere breedten toestaan.

In voorkomend geval wordt het toelatingsbesluit aangepast.

Indien een kleinere breedte van de voorbehouden zone toegestaan wordt, zal een versterkt toezicht uitgeoefend worden door de houder van de vervoertoelating overeenkomstig artikel 56, derde lid; daarenboven zullen bijzondere maatregelen getroffen worden om de leiding te beschermen.

Ingeval voorbehouden zones van verschillende transportleidingen mekaar overlappen, wordt één gemeenschappelijke voorbehouden zone voor deze leidingen vastgesteld op basis van de buitengrenzen gevormd door hun afzonderlijke voorbehouden zones.

Onverminderd de toepassing van de wettelijke bepalingen betreffende de stedenbouw en de toepassing van artikel 12 van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige produkten en andere door middel van leidingen, zijn de werken ter oprichting van gebouwen binnen de voorbehouden zone verboden, ongeacht of zij al dan niet hoofdzakelijk bestemd zijn voor menselijke aanwezigheid.

Alle andere bouwwerkzaamheden, evenals het opstapelen van materialen, het wijzigen van het reliëf van de bodem en de aanwezigheid van bomen zijn eveneens verboden in deze zone. Evenwel mogen openbare nutsvoorzieningen, openbare of private infrastructuurwerken worden gerealiseerd en zullen omheiningen worden geduld in de voorbehouden zone, onverminderd de bepalingen van het voornoemd koninklijk besluit van 21 september 1988.

En dérogation à ce qui précède, les bâtiments et constructions existants peuvent cependant être tolérés dans les zones réservées pour autant qu'ils aient été établis avant l'entrée en vigueur de la présente disposition. Dans ce cas, conformément à l'article 56, alinéa 3, une surveillance renforcée sera exercée. »

Art. 7. Le chapitre IV du même arrêté et comprenant les articles 19 à 24, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Chapitre IV. — Calcul des canalisations

Art. 19. La pression de calcul en chaque point de la canalisation ne peut être inférieure à la pression maximale de service en ce point.

Art. 20. L'épaisseur nominale des canalisations est déterminée par la formule suivante :

$$e = e_d + c$$

dans laquelle :

$$e_d = \frac{D \times P}{20 \times E \times L} \times S$$

et

$$c = c_1 + c_2$$

dans lesquelles :

e : l'épaisseur nominale de paroi (mm);

e_d : épaisseur de paroi calculée (mm);

D : diamètre extérieur (mm);

P : pression de calcul (bar);

E : limite d'élasticité, suivant l'article 21 (N/mm²);

L : facteur de la soudure longitudinale ou en spirale, le cas échéant, égal à l'unité;

S : le facteur de sécurité, suivant l'article 21;

c : surépaisseur (mm);

c₁ : valeur absolue de la tolérance négative telle qu'elle aura été fixée dans les spécifications techniques, mentionnées à l'article 9, des tubes soudés ou sans soudeur. Au cas où cette valeur absolue de la tolérance négative de l'épaisseur de paroi calculée est indiquée en % (c'), c₁ est calculée comme suit :

$$c_1 = (e_d + c_2) \frac{c'}{100 - c'} \text{ (mm)}$$

Pour le calcul des tuyauteries, seule la valeur moyenne de la tolérance négative sur l'épaisseur de paroi sera prise en considération telle qu'elle est autorisée pour la longueur totale de la canalisation, conformément aux spécifications techniques précitées.

La limite inférieure de cette valeur absolue de la tolérance négative, qui n'est autorisée que sur une longueur limitée, telle qu'elle aura été fixée dans les spécifications techniques susmentionnées ne doit pas être prise en compte lors de la détermination de c₁;

c₂ : surépaisseur de corrosion (intérieure et/ou extérieure) ou d'usure intérieure (mm), dont la valeur doit être fixée et justifiée par le transporteur.

Art. 21. Le facteur de sécurité S visé à l'article 20, est établi comme suit pour les limites d'élasticité minimales normalisées respectives :

Limite d'élasticité minimale normalisée	Facteur de sécurité
240 N/mm ²	1,50
290 N/mm ²	1,50
320 N/mm ²	1,54
360 N/mm ²	1,56
385 N/mm ²	1,58
415 N/mm ²	1,60
445 N/mm ²	1,60
480 N/mm ²	1,60

Pour des nuances d'acier à limite d'élasticité plus élevée, le facteur de sécurité est déterminée dans l'arrêté de permission.

Art. 22. Au cas où l'application de la formule et du facteur déterminés dans les articles 20 et 21, conduit à une épaisseur nominale de paroi « e », qui serait inférieure aux épaisseurs de paroi ci-après mentionnées, ces dernières, dénommées ci-après épaisseurs de paroi nominales minimales, doivent être respectées :

Diamètre nominal	Épaisseur de paroi nominale minimale (en millimètres)
—	—
jusqu'à DN125 non inclus	3,6
de DN125 à DN150 non inclus	4

De bestaande gebouwen en constructies kunnen in afwijking van het voorgaande nochtans geduld worden in de voorbehouden zone, in zoverre zij opgericht waren vóór de inwerkingtreding van deze bepaling. In dit geval zal een versterkt toezicht uitgeoefend worden overeenkomstig artikel 56, derde lid. »

Art. 7. Hoofdstuk IV van hetzelfde besluit, dat de artikelen 19 tot 24 bevat, wordt vervangen door volgende bepalingen :

« Hoofdstuk IV. — Berekening van de leidingen

Art. 19. In elk punt van de leiding mag de ontwerpdruk niet lager zijn dan de hoogste bedrijfsdruk in dat punt.

Art. 20. De nominale wanddikte van de leidingen wordt door de volgende formule bepaald :

$$e = e_d + c$$

waarin :

$$e_d = \frac{D \times P}{20 \times E \times L} \times S$$

en

$$c = c_1 + c_2$$

waarin :

e : nominale wanddikte (mm);

e_d : ontwerpwanddikte (mm);

D : buitendiameter (mm);

P : ontwerpdruk (bar);

E : elasticiteitsgrens, overeenkomstig artikel 21 (N/mm²);

L : lasfactor van de langslas of spiraallas, in voorkomend geval, gelijk aan één;

S : de veiligheidsfactor, overeenkomstig artikel 21;

c : wanddiktoeslag (mm);

c₁ : absolute negatieve tolerantiewaarde, zoals zal bepaald zijn in de artikel 9 vermelde technische specificaties van naadloze of gelaste buizen. Indien deze absolute negatieve tolerantiewaarde van de ontwerpwanddikte in % is opgegeven (c'), wordt c₁ als volgt berekend :

$$c_1 = (e_d + c_2) \frac{c'}{100 - c'} \text{ (mm)}$$

Voor de berekeningen van de leidingen zal alleen de gemiddelde negatieve tolerantiewaarde op de wanddikte gelden zoals deze toegelaten is over de totale lengte van de leiding, overeenkomstig de voormelde technische specificaties.

De ondergrens van deze absolute negatieve tolerantiewaarde, die alleen toegelaten is over een beperkte lengte, zoals deze zal bepaald zijn in de voormelde technische specificaties, dient niet in acht genomen te worden bij de bepaling van c₁;

c₂ : toeslag voor corrosie (inwendig en/of uitwendig) en inwendige sleet (mm), waarvan de waarde door de vervoerder dient vastgesteld en verantwoord te worden.

Art. 21. De veiligheidsfactor S bedoeld in artikel 20, wordt als volgt vastgesteld voor de respectievelijke minimale genormaliseerde elasticiteitsgrenzen :

Minimale genormaliseerde elasticiteitsgrens	Veiligheidsfactor
240 N/mm ²	1,50
290 N/mm ²	1,50
320 N/mm ²	1,54
360 N/mm ²	1,56
385 N/mm ²	1,58
415 N/mm ²	1,60
445 N/mm ²	1,60
480 N/mm ²	1,60

Voor staalsoorten met een grotere elasticiteitsgrens wordt in het toelatingsbesluit de veiligheidsfactor vastgesteld.

Art. 22. Ingeval de toepassing van de in artikelen 20 en 21 bepaalde formule en veiligheidsfactor leidt tot een nominale wanddikte « e » die kleiner zou zijn dan de hiernavermelde wanddikten, dienen deze laatste, hierna minimum nominale wanddikten te noemen, nageleefd te worden :

Nominale diameter	Minimum nominale wanddikte (in millimeter)
—	—
tot ND125 niet inbegrepen	3,6
vanaf ND125 tot ND150 niet inbegrepen	4

Diamètre nominal	Epaisseur de paroi nominal minimale (en millimètres)
de DN150 à DN200 non inclus	4,5
de DN200 à DN250 non inclus	5
de DN250 à DN300 non inclus	5,6
de DN300 à DN630 inclus	6,3
supérieur à DN630	1 % du diamètre nominal

Nominale diameter (in millimeter)	Minimum nominale wanddikte
vanaf ND150 tot ND200 niet inbegrepen	4,5
vanaf ND200 tot ND250 niet inbegrepen	5
vanaf ND250 tot ND300 niet inbegrepen	5,6
vanaf ND300 tot en met ND630	6,3
groter dan ND630	één per honderd van de nominale diameter

Art. 23. Lors de l'établissement d'une installation de transport d'oxygène gazeux, le titulaire de la permission de transport doit veiller à ce que cette installation soit mise en place exclusivement dans un environnement qui respecte les zones réservées mentionnées à l'article 18bis, sauf si pour des raisons de nature urbanistique, de construction ou pour des exigences d'exploitation, il soit recommandé de choisir une zone réservée de différentes dimensions de celles déterminées à l'article 18bis précité.

Dans ce cas, l'établissement d'une zone réservée plus petite ou plus large pourra éventuellement être autorisée dans la permission de transport, à la demande explicite du transporteur.

Dans le cas où une zone réservée plus petite est autorisée, une surveillance renforcée sera exercée par le titulaire de la permission de transport conformément à l'article 56, alinéa 3; de plus, des mesures particulières seront prises pour protéger la canalisation.

Art. 24. Des précautions spéciales sont prises pour réduire le plus possible l'effet des vibrations, provoquées par les stations de compression et induites dans les tronçons de canalisations situés de part et d'autres de ces stations. »

Art. 8. L'article 35 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 35. a) Avant sa mise en service, la canalisation est soumise sur toute sa longueur à une épreuve de résistance mécanique sous une pression (P_e) de 1,1 fois la pression maximale de service admissible qui est égale à la plus petite des valeurs $P_e/1,1$ et P , où :

P_e : pression d'épreuve, sur chantier, en bar;
 P : pression de calcul, en bar.

L'épreuve de résistance mécanique se fait au moyen d'air ou d'azote sec, propre et exempt de toute graisse. Le Ministre ou son délégué peut, à la demande du transporteur, accorder que l'épreuve de résistance mécanique se fasse au moyen d'eau.

Chaque épreuve de résistance mécanique a une durée d'au moins six heures à partir du moment où la pression d'épreuve est atteinte. Les tronçons éprouvés en une fois ne peuvent pas dépasser 30 km.

b) Les canalisations à haute pression sont soumises avant la mise en service, à une épreuve d'étanchéité qui se fait à une pression au moins égale à 4,9 bar, tout en ne provoquant pas une contrainte transversale supérieure à 20 p.c. de la limite d'élasticité minimale spécifiée.

L'épreuve d'étanchéité se fait au moyen d'air, d'azote ou d'oxygène sec, propre et exempt de toute graisse. L'épreuve d'étanchéité a une durée d'au moins vingt-quatre heures à partir de la stabilisation de la température du fluide d'épreuve.

La canalisation est considérée comme étant suffisamment étanche si, compte tenu de la précision des mesures de pression et de température admise par l'organisme de contrôle agréé, la pression corrigée en fonction de la variation de la température n'a pas diminué en vingt-quatre heures de plus de 2 pour mille.

Les mesures de pression sont effectuées au moyen de la balance manométrique et du baromètre anéroïde.

c) Pour les canalisations autres que les canalisations à haute pression, l'étanchéité est vérifiée en prolongeant l'épreuve des résistances mécaniques à une durée d'au moins vingt-quatre heures. »

Art. 9. L'article 47 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 47. Lors de manutentions, il y a lieu de constater l'absence de déformations locales, de détériorations et autres défauts. A n'importe quel moment de l'établissement de la canalisation et lors

Art. 23. Bij de aanleg van een installatie voor vervoer van gasvormige zuurstof dient de houder van de vervoertolating erover te waken dat deze slechts zal opgericht worden in de omgeving die geen schending inhoudt van de in artikel 18bis vermelde voorbehouden zones, tenzij het om redenen van stedenbouwkundige of bouwkundige aard of omwille van de exploitatienoodwendigheden aangewezen is een voorbehouden zone te kiezen waarvan de afmetingen verschillend zijn van deze, bepaald in voornoemd artikel 18bis.

In dat geval zal de inrichting van een kleinere of bredere voorbehouden zone desgevallend toegestaan kunnen worden in de vervoertolating, op uitdrukkelijk verzoek van de vervoerder.

Indien een kleinere breedte van de voorbehouden zone toegestaan wordt, zal een versterkt toezicht uitgeoefend worden door de houder van de vervoertolating overeenkomstig artikel 56, derde lid; daarenboven zullen bijzondere maatregelen getroffen worden om de leiding te beschermen.

Art. 24. Bijzondere voorzorgsmaatregelen worden getroffen om de invloed van trillingen, welke door de persstations in de aan beide zijden ervan gelegen leidingsgedeelten verwekt worden, zoveel mogelijk tegen te gaan. »

Art. 8. Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 35. a) Vóór het inbedrijfnemen wordt de leiding over haar gehele lengte aan een mechanische weerstandsbeproeving onderworpen, onder een druk (P_e) van 1,1 maal de hoogst toelaatbare bedrijfsdruk die gelijk is aan de kleinste van de waarden $P_e/1,1$ en P met de volgende betekenis :

P_e : de beproevingsdruk, op de werf, in bar;
 P : ontwerpdruk, in bar.

De mechanische weerstandsbeproeving gebeurt met droge, zuivere en vetvrije lucht of stikstof. De Minister of zijn afgevaardigde kan, op verzoek van de vervoerder, toestaan dat de mechanische weerstandsbeproeving gebeurt met water.

Elke mechanische weerstandsbeproeving duurt ten minste zes uur, vanaf het ogenblik dat de beproevingsdruk bereikt is. De in eenmaal beproefde gedeelten mogen niet langer zijn dan 30 km.

b) De hogedrukleidingen worden, vóór hun inbedrijfneming, onderworpen aan een dichtheidsbeproeving, welke plaatsheeft op een beproevingsdruk van ten minste 4,9 bar, zo nochtans dat de tangentiële spanning niet meer dan 20 pct. van de voorgeschreven laagste elasticiteitsgrens bedraagt.

De dichtheidsbeproeving gebeurt met droge, zuivere en vetvrije lucht, stikstof of zuurstof. De dichtheidsbeproeving duurt ten minste 24 uur, na stabilisatie van de temperatuur van het beproevingsmiddel.

De leiding wordt als voldoende dicht beschouwd wanneer rekening houdend met de nauwkeurigheid van de druk- en temperatuurmetingen, welke door het erkend controle-organisme aangenomen is, de in functie van de temperatuurschommelingen verbeterde druk gedurende vierentwintig uur niet meer dan 2 per duizend vermindert is.

De drukmetingen worden uitgevoerd met de manometerbalans en de metaalbarometer.

c) Voor de andere dan de hogedrukleidingen, wordt de dichtheid nagegaan door de mechanische weerstandsproef ten minste vierentwintig uur te doen duren. »

Art. 9. Artikel 47 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 47. Tijdens de behandeling moet erop gelet worden dat geen plaatselijke vervormingen, beschadigingen en andere fouten ontstaan. Op gelijk welk ogenblik van de bouw van de leidingen en

de l'exploitation, la contrainte transversale maximale, comme fixée ci-dessus, ne peut pas être dépassée :

Limite d'élasticité minimale normalisée	Contrainte transversale maximale admissible
240 N/mm ²	160 N/mm ²
290 N/mm ²	193 N/mm ²
320 N/mm ²	207 N/mm ²
360 N/mm ²	230 N/mm ²
385 N/mm ²	243 N/mm ²
415 N/mm ²	259 N/mm ²
445 N/mm ²	278 N/mm ²
480 N/mm ²	300 N/mm ²

Pour des nuances d'acier à limite d'élasticité plus élevée, la contrainte transversale maximale admissible est fixée dans l'arrêté de permission. »

Art. 10. L'article 56 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

* Art. 56. Les titulaires d'une permission de transport contrôlent la qualité, à savoir les caractéristiques physiques et chimiques du produit à transporter, la valeur de la pression de service des canalisations et l'étanchéité de celles-ci.

En vue de ce contrôle de l'étanchéité, une surveillance périodique des installations de transport d'oxygène gazeux sera organisée.

Dans les cas prévus aux articles 18bis et 23 ou lorsqu'après l'entrée en vigueur de la présente disposition, une canalisation de transport d'oxygène gazeux est posée à moins de 20 mètres de bâtiments et constructions existants et en général dans toutes les zones d'habitat, zones d'extension de l'habitat, zones d'affaissements miniers, zones industrielles, zones d'industries polluantes, zones d'industries de nature à perturber le milieu de vie, zones artisanales ou zones de petites et moyennes entreprises, zones de services, zones destinées principalement à l'implantation d'entreprises commerciales de grande dimension, la zone réservée fait l'objet d'une surveillance au moins tous les deux mois.

Les autres zones réservées font l'objet d'une surveillance au moins tous les quatre mois. Si la surveillance est effectuée par un contrôle aérien, celle-ci se fera au moins tous les deux mois et de plus, un contrôle sur place des points d'exploitation les plus importants, comme entre autres les noeuds de vannes et les stations de détente, sera effectué au moins tous les six mois.

Les propriétaires ou utilisateurs ou titulaires de droit réels ou personnels sur les parcelles où se trouve une zone réservée sont tenus de permettre aux contrôleurs d'accéder librement à leur parcelle afin de permettre l'exécution de la surveillance et des contrôles indiqués de manière rapide et efficace.

Le Ministre peut, dans certains cas, imposer des intervalles plus courts pour cette surveillance.

Le résultat de ces surveillances font l'objet de rapports qui doivent être conservés dans les archives du titulaire de la permission de transport; des rapports particuliers, rédigés à l'occasion de chaque fuite, en relatent les causes et les modalités de la réparation. »

Disposition transitoire

Art. 11. Les installations de transport d'oxygène gazeux établies en exécution des permissions de transport d'oxygène gazeux par canalisations octroyées pour la première fois avant l'entrée en vigueur du présent arrêté royal, indépendamment du fait que la durée ait été ou non prolongée, ainsi que les installations pour lesquelles une demande a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté royal, restent soumises aux dispositions de la loi du 12 avril 1965 et de ses arrêtés d'exécution telles qu'elles étaient en vigueur et d'application au moment de l'octroi susmentionné de la permission de transport concernée, sauf en ce qui concerne les articles 18bis et 56 de l'arrêté royal du 9 mai 1969 comme inséré et modifié par le présent arrêté royal, qui sont d'application aux installations susmentionnées à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté royal.

Si, toutefois, l'épaisseur de paroi de la canalisation de transport concernée est inférieure à celle mentionnée à l'article 22 de l'arrêté royal du 9 mai 1969 concernant les mesures de sécurité à prendre lors de la construction et lors de l'exploitation d'installations de transport d'oxygène gazeux par canalisations comme modifié par le présent arrêté royal, le titulaire de la permission de transport doit effectuer une surveillance renforcée conformément à l'article 56, alinéa 3, de l'arrêté royal du 9 mai 1969 susmentionné comme modifié par le présent arrêté royal.

during the exploitation may not exceed the highest tangential stress as hereunder fixed, not exceeded :

Minimale genormaliseerde elasticiteitsgrens	Hoogst toelaatbare tangentiële spanning
240 N/mm ²	160 N/mm ²
290 N/mm ²	193 N/mm ²
320 N/mm ²	207 N/mm ²
360 N/mm ²	230 N/mm ²
385 N/mm ²	243 N/mm ²
415 N/mm ²	259 N/mm ²
445 N/mm ²	278 N/mm ²
480 N/mm ²	300 N/mm ²

Voor staalsoorten met een grotere elasticiteitsgrens, wordt in het toelatingsbesluit de hoogst toelaatbare tangentiële spanning vastgesteld. »

Art. 10. Artikel 56 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

* Art. 56. De houders van een vervoertoelating controleren de kwaliteit, met name de fysische en scheikundige kenmerken van het te vervoeren product, de waarde van de bedrijfsdruk in de leidingen en de dichtheid van deze leidingen.

Met het oog op deze controle van de dichtheid van de leidingen wordt door hen een periodiek toezicht van de installatie voor vervoer van gasvormige zuurstof ingericht.

In de gevallen bepaald in artikelen 18bis en 23 of wanneer, na de inwerkingtreding van deze bepaling, een leiding voor vervoer van gasvormige zuurstof op minder dan 20 meter van bestaande gebouwen en constructies is aangelegd en in het algemeen in alle woongebieden, woonuitbreidingsgebieden, mijnverzakkingsgebieden, industriegebieden, gebieden voor vervuulende industrieën, gebieden voor milieubelastende industrieën, gebieden voor ambachtelijke bedrijven, gebieden voor kleine en middelgrote ondernemingen, dienstverleningsgebieden en gebieden hoofdzakelijk bestemd voor de vestiging van grootwinkelbedrijven, wordt minstens tweemaandelijks toezicht uitgeoefend op de voorbehouden zone.

De andere voorbehouden zones maken minstens viermaandelijks het voorwerp uit van een toezicht. Indien dit toezicht vanuit de lucht geschiedt, dan dient zulk toezicht minstens tweemaandelijks plaats te vinden en moet daarenboven minstens halfjaarlijks een plaatselijke controle van de belangrijkste exploitatiepunten, zoals onder andere de afsluitersknooppunten en de ontspanstations, uitgevoerd worden.

De eigenaars of gebruikers of houders van zakelijke of persoonlijke rechten op de percelen waarop een voorbehouden zone gelegen is, staan ervoor in dat de toezichters vrije toegang hebben tot hun percelen en voornoemd toezicht en testen op een vlotte en afdoende wijze kunnen uitvoeren.

De Minister kan in bepaalde gevallen kortere tijdsperioden bepalen voor dit toezicht.

De uitslag van dit toezicht wordt vastgelegd in verslagen, welke in het archief van de houder der vervoertoelating bewaard worden; bijzondere verslagen bij het vaststellen van elk lek vermelden de oorzaken ervan alsook de herstellingswijzen. »

Overgangsbepaling

Art. 11. De installaties voor vervoer van gasvormige zuurstof, aangelegd in uitvoering van toelatingen voor vervoer van gasvormige zuurstof door middel van leidingen, ongeacht of hun duur al dan niet reeds verlengd werd, die voor de eerste maal verleend werden vóór de inwerkingtreding van dit koninklijk besluit, alsook de installaties waarvoor de toelating aangevraagd werd vóór de inwerkingtreding van dit koninklijk besluit, blijven onderworpen aan de bepalingen van de wet van 12 april 1965 en zijn uitvoeringsbesluiten zoals zij van kracht en toepasselijk waren bij de voornoemde toekenning van de betreffende vervoertoelating, tenzij wat de artikelen 18bis en 56 van het koninklijk besluit van 9 mei 1969 zoals ingevoegd en gewijzigd door dit koninklijk besluit betreft die vanaf de inwerkingtreding van dit koninklijk besluit op de voormelde vervoerinstallaties toepasselijk zijn.

Indien echter de wanddikte van de betreffende vervoerleiding kleiner is dan deze bepaald in artikel 22 van het koninklijk besluit van 9 mei 1969 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasvormige zuurstof door middel van leidingen, zoals gewijzigd door dit koninklijk besluit dient de houder van de vervoertoelating een versterkt toezicht uit te oefenen, overeenkomstig artikel 56, derde lid van het koninklijk besluit van 9 mei 1969 voornoemd, zoals gewijzigd door dit koninklijk besluit.

Art. 12. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques, Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mai 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre,
Ministre des Communications et des Entreprises publiques,
G. COËME

Le Vice-Premier Ministre,
Ministre de la Justice et des Affaires économiques,
M. WATHELET

Art. 12. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven, Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en van Economische Zaken, zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 mei 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister,
Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,
G. COËME

De Vice-Eerste Minister,
Minister van Justitie en van Economische Zaken,
M. WATHELET

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

F. 93 — 1417

25 MAI 1993. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 3 mars 1992 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,
Le Ministre du Commerce extérieur et des Affaires européennes,

Vu le Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957;

Vu la loi du 11 septembre 1962 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises, modifiée par les lois des 19 juillet 1968, 6 juillet 1978, 2 janvier 1991 et 3 août 1992;

Vu l'arrêté royal du 24 octobre 1962 réglementant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises, modifié par l'arrêté royal du 9 décembre 1987;

Vu le Règlement (CEE) n° 1735/90 de la Commission, du 21 juin 1990, instituant une surveillance communautaire préalable applicable aux importations de certains types de chaussures originaires de la Corée du Sud et de Tai-wan;

Vu l'arrêté ministériel du 3 mars 1992 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises;

Vu l'avis conforme de la Commission économique interministérielle;

Vu l'avis rendu le 3 mai 1993 par la Commission administrative belgo-luxembourgeoise;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le Règlement (CEE) n° 1735/90 précité est venu à expiration au 31 décembre 1992 et que la licence d'importation doit par conséquent être supprimée dans les plus brefs délais pour l'importation de certains types de chaussures originaires de la Corée du Sud et de Taiwan,

Arrêtent :

Article 1er. Dans la note explicative au début de la liste I, « Produits industriels », annexée à l'arrêté ministériel du 3 mars 1992 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises, l'indice (9) et le texte y afférent est supprimé.

Art. 2. Dans la sous-liste A de la liste I, « Produits industriels », annexée au même arrêté, les rubriques 64011010 à 64059090 sont supprimées et remplacées par les rubriques suivantes :

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN EN MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 93 — 1417

25 MEI 1993. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 3 maart 1992 waarbij de invoer van sommige goederen aan vergunning onderworpen wordt

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Economische Zaken,
De Minister van Buitenlandse Handel en van Europese Zaken,

Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957;

Gelet op de wet van 11 september 1962 betreffende de in-, uit- en doorvoer van goederen, gewijzigd bij de wetten van 19 juli 1968, 6 juli 1978, 2 januari 1991 en 3 augustus 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 oktober 1962 tot regeling van de in-, uit- en doorvoer van goederen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 december 1987;

Gelet op Verordening (EEG) nr. 1735/90 van de Commissie van 21 juni 1990 tot instelling van voorafgaand communautair toezicht op de invoer van bepaalde soorten schoeisel van oorsprong uit Zuid-Korea en Taiwan;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 maart 1992 waarbij de invoer van sommige goederen aan vergunning onderworpen wordt;

Gelet op het overeenstemmend advies van de Interministeriële Economische Commissie;

Gelet op het advies dat door de Belgisch-Luxemburgse Administratieve Commissie werd gegeven op 3 mei 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat voormelde Verordening (EEG) nr. 1735/90 vervallen is per 31 december 1992 en bijgevolg de invoervergunning voor de invoer van bepaalde soorten schoeisel van oorsprong uit Zuid-Korea en Taiwan zo spoedig mogelijk moet worden afgeschaft,

Besluiten :

Artikel 1. In de verklarende nota in het begin van lijst I, « Industriële produkten », gevoegd bij het ministerieel besluit van 3 maart 1992 waarbij de invoer van sommige goederen aan vergunning onderworpen wordt, wordt het verwijzingssteken (9) en de tekst die er betrekking op heeft, geschrapt.

Art. 2. In onderdeel A van de lijst I, « Industriële produkten », gevoegd bij hetzelfde besluit, worden de rubrieken 64011010 tot en met 64059090 geschrapt en vervangen door de volgende rubrieken :

pays/land

code NC/GN-code

(8)

ex64031100, ex64031900, ex64032000, ex64033000, ex64034000, ex64035111,

(8)

64035115,

(8)

ex64035191,